

## Vos votes

Loi de modernisation de l'économie : un stimulant pour la croissance ?

NON



OUI

## Vos réactions à nos articles

Nicolas Sarkozy : « Je ne veux pas que l'on mette la Chine au ban de l'humanité »

(25/04)

« Il serait temps que le "roi" s'aperçoive qu'il dirige un royaume en décadence et que les Chinois et autres puissances émergentes doivent bien rigoler maintenant qu'ils ont obtenu les transferts de nos rares technologies encore performantes et, en prime, nos excuses. »

Jujudamour

## Les Centres Leclerc interdits de publicité sur les médicaments

(21/04)

« Michel-Édouard Leclerc ne cherche qu'à faire parler de lui. En bon communicant, il lui faut "créer l'événement" en permanence. Depuis le début de l'année, il ne s'est pas passé quatre semaines sans que nous l'entendions (il retire des produits des rayons, puis les remet, s'attaque à la pharmacie, perd en justice, fait appel...). Mais, attention, si trop d'impôt tue l'impôt, trop de communication pourrait bien finir par le rendre totalement inaudible. »

Ladoux

## Un rapport propose d'individualiser la carrière des fonctionnaires

(17/04)

« Si les évaluations des fonctionnaires se font sur des critères aussi objectifs que dans le privé, il risque d'y avoir les mêmes problèmes d'injustice et de copinage... »

Étienne

« Enfin ! J'ai cru pendant des années que le seul fait d'être fonctionnaire rendait les gens hypercompétents... Pas de vérification, pas de contrôle d'efficacité, bref tous des employés efficaces et modèles, ce genre de contrôle va enfin récompenser les bons, sanctionner les traîne-savates et peut-être donner une image plus positive du statut de fonctionnaire. »

Crapette

# Berlusconi fera-t-il les réformes nécessaires à l'Italie ?

C'est aujourd'hui que se réunit pour la première fois le Parlement italien élu lors des élections du 14 avril. Silvio Berlusconi sera chargé de constituer le gouvernement, soit le troisième depuis son entrée en politique en 1994. Alors que l'économie italienne est promise à une faible croissance, des réformes profondes paraissent inéluctables.

## Oui : Marco Fortis

### « La gauche ne pourra s'opposer aux rationalisations et à la relance »

Le nouveau gouvernement Berlusconi ne pourra certainement pas faire de miracles, mais il pourrait concilier l'équilibre des finances publiques avec l'exigence de développement du pays. L'extrême gauche n'est plus au Parlement et le succès de la coalition de droite, dirigée par Berlusconi et aiguillonnée par la Ligue du Nord, rendra la tâche difficile à la gauche modérée (le Parti démocrate de Walter Veltroni) pour s'opposer à la rationalisation de la dépense publique, à la relance des infrastructures ou au fédéralisme fiscal, des mesures réclamées par la majorité des Italiens. L'Italie possède une industrie forte et sa faible croissance n'est pas due à un manque de compétitivité. Ses vrais problèmes sont la faiblesse de sa demande interne, le fossé croissant entre le Nord et le Sud et sa lourde dette publique. La consommation des ménages stagne depuis des années, après la perte de pouvoir d'achat causée par une introduction désordonnée de l'euro, puis la hausse du prix du pétrole et des aliments. Il est essentiel de réduire la dépense publique improductive et d'orienter plus de ressources, dans les limites budgétaires, vers les infrastructures et un plan de logements publics qui permette aux jeunes et moins aisés d'avoir un toit et de relancer la consommation. Des accords droite-gauche pourraient être également conclus pour réformer les contrats de travail, défaire les heures supplémentaires, lier



Marco Fortis, professeur d'économie, vice-président de la fondation Edison.

plus les salaires à la productivité. Le tourisme dans le sud de l'Italie doit aussi être relancé et l'Italie doit revenir le plus tôt possible à l'énergie nucléaire. ■

## Non : Tito Boeri

### « Agir seulement via la fiscalité n'est pas la panacée »

Il lui sera difficile de réaliser les réformes nécessaires, même si j'espère être démenti par les faits. La coalition gouvernementale est assez hétéroclite et dominée par deux forts mouvements régionaux, dont les revendications sont incompatibles avec une juste répartition des recettes fiscales entre les différentes régions. D'un côté, la Ligue du Nord veut conserver une grande part de ses recettes fiscales de la riche région du Nord et, de l'autre, le MPA sicilien réclame une part de la TVA générée par le raffinage du pétrole en Sicile... La campagne de Berlusconi et de ses alliés a été placée en outre sous le signe de la peur de la globalisation et d'un fort protectionnisme, et non sur des



Tito Boeri, professeur d'économie à l'université Bocconi de Milan.

réformes pour la compétitivité. Mais leurs solutions, comme des droits de douanes face à la concurrence asiatique, sont difficilement applicables, compte tenu de l'opposition de Bruxelles et du poids limité de l'Italie face au géant chinois. Même s'ils ont les meilleures intentions, leurs débuts ne sont pas très prometteurs, le dossier Alitalia l'illustrant pleinement. L'Italie doit avant tout réformer son système scolaire et universitaire et le marché du travail afin notamment d'encourager les emplois à durée indéterminée. Les négociations salariales devraient aussi être plus liées à la productivité. La nouvelle majorité veut surtout réduire la pression fiscale. Mais il faudrait d'abord réduire la dépense publique, alors que le dernier gouvernement Berlusconi (2001-2006) l'avait augmentée. Mais agir seulement via la fiscalité n'est pas la panacée pour résoudre les problèmes structurels de l'Italie. ■



## Une majorité pour réformer

Déjà durant la campagne électorale, Silvio Berlusconi avait signalé que une fois revenu au pouvoir, il devrait prendre « des décisions difficiles et impopulaires », sans toutefois les préciser. Certains observateurs ont espéré qu'il avait ainsi en tête de réaliser les réformes structurelles douloureuses dont l'Italie a grand besoin, mais que, faute de majorité stable et de volontarisme politique, aucun gouvernement, de gauche comme de droite, n'a réussi à mettre en œuvre. Pas plus les deux premiers cabinets Berlusconi (1994 et 2001-2006) que celui sortant de Prodi (2006-2008) n'ont engagé des réformes substantielles, Prodi ayant toutefois assaini les comptes publics. Désormais, avec sa large majorité

aux deux chambres du Parlement, Silvio Berlusconi n'a plus « d'alibis », comme le souligne le patronat italien, derrière lesquels il pourrait justifier la poursuite de la paralysie. Son programme électoral s'est surtout limité à des interventions sur les finances publiques comme la baisse de la pression fiscale sous les 40 % et celle de la dépense publique. Son équipe ministérielle doit reconduire les ministres de ses précédents gouvernements, à l'instar de Giulio Tremonti à l'Économie. Auront-ils cette fois-ci plus de dynamisme que jadis ? Seront-ils plus audacieux et innovants pour changer l'Italie ? Les premières décisions devraient donner le ton du troisième gouvernement Berlusconi.

FRANK PAUL WEBER, À MILAN ■

## Votre @avis

Votez sur ce débat  
Sur le Web : [latribune.fr](http://latribune.fr)  
Par SMS : envoyez  
Tribune oui ou Tribune non  
au 61716 (0,35 euro par envoi  
+ le coût du SMS)

Adressez vos commentaires  
Sur le Web : [latribune.fr](http://latribune.fr)  
Par courriel :  
[vsebond@latribune.fr](mailto:vsebond@latribune.fr)  
[ebenhamou@latribune.fr](mailto:ebenhamou@latribune.fr)